



## Origines de l'IDDA III (2016-2025)

Constatant l'importance et la nécessité pour le continent de prendre des mesures appropriées pour atteindre les objectifs de l'Agenda 2063 de l'Union africaine et de l'Agenda 2030, l'Assemblée générale des Nations Unies a proclamé la période 2016-2025 comme « Troisième Décennie du développement industriel de l'Afrique

»

par la Résolution A/RES/70/293 adoptée le 25 juillet 2016. Cette résolution demande spécifiquement à l'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel ou ONUDI d'élaborer, d'opérationnaliser et de diriger la mise en œuvre du programme, en coordination avec la Commission de l'Union africaine, le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique et la Commission économique pour l'Afrique.

L'Afrique -comprenant la Grande île de Madagascar- est un continent avec une riche diversité de peuples, de langues, de cultures et de ressources naturelles. Il a connu un boom prolongé des matières premières et une tendance à la croissance soutenue. Compte tenu de ses ressources naturelles et des perspectives de développement du commerce africain et de l'intégration de l'industrie dans les chaînes de valeur mondiales (CVM), il s'avère indéniable que l'Afrique dispose d'un énorme potentiel d'industrialisation.

Néanmoins, le continent doit relever des défis liés à un manque de diversification économique, à des infrastructures de base limitées et à des compétences/capacités humaines restreintes.

L'ouverture du commerce, dans le cadre de l'accord sur la zone de libre-échange continentale africaine (en anglais *African Continental Free Area* ou AfCFTA) a transformé ce continent en un bloc économique de 3 milliards USD pour 1,2 milliard de personnes. L'objectif est de sortir jusqu'à 30 millions d'Africains de l'extrême pauvreté, ce qui pourrait également stimuler les exportations intra-africaines d'environ 50 à 70 milliards USD.

**La troisième Décennie du développement industriel de l'Afrique: Des engagements politiques aux actions sur le terrain**



NEW YORK, 21 Septembre 2017 - Des dirigeants africains, des responsables des Nations Unies et des représentants d'institutions financières internationales et du secteur privé se sont réunis aujourd'hui au Siège des Nations Unies pour réaffirmer leur engagement envers un partenariat international élargi afin d'industrialiser l'Afrique de manière inclusive et respectueuse de l'environnement.

Le chômage et la pauvreté sont des défis importants pour le continent, où plus de 70 pourcent de la population en âge de travailler est soit sans emploi fixe ou n'a aucune sécurité d'emploi. Ces défis sont au cœur des réflexions des Nations Unies, incitant l'institution à déclarer la période 2016-2025 comme la troisième Décennie du développement industriel de l'Afrique (IDDA III).

Le 21 septembre 2017, au siège des Nations Unies à New York, des dirigeants africains, des responsables des Nations Unies et des représentants d'institutions financières internationales et du secteur privé se sont réunis pour réaffirmer leur engagement envers un partenariat international élargi afin d'industrialiser l'Afrique de manière inclusive et respectueuse de l'environnement. Jusqu'ici, le chômage et la pauvreté sont des défis importants pour le continent, où plus de 70% de la population en âge de travailler est soit sans emploi fixe ou n'a aucune sécurité d'emploi. Ces défis sont donc au cœur des réflexions des Nations Unies, ayant poussé cette institution mondiale à déclarer la période 2016-2025 comme la troisième Décennie du développement industriel de l'Afrique ou IDDA III (*Third Industrial Development Decade for Africa* en anglais).

Les Nations Unies ont également demandé à l'ONUDI de favoriser les partenariats, de se coordonner avec d'autres entités compétentes des Nations Unies et d'organiser des initiatives conjointes en faveur de l'industrialisation, y compris le transfert de technologie, la diversification

de la production, le développement de la chaîne de valeur de l'agro-industrie, le renforcement des capacités commerciales, les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique, la politique industrielle, les zones économiques spéciales et les parcs industriels, le changement climatique et le développement du capital humain, tout en renforçant les partenariats public-privé (PPP) avec un éventail de parties prenantes.

La résolution appelle, en outre, à renforcer les partenariats public-privé avec de multiples parties prenantes et à renforcer la coopération internationale, y compris, entre autres, la coopération Nord-Sud, Sud-Sud et triangulaire. La résolution demande également au Directeur général de l'ONUDI de soumettre un rapport annuel sur les progrès de l'IDDA III à l'Assemblée générale des Nations Unies par l'intermédiaire du Secrétaire général.

La vision de la Résolution A/RES/70/293 est d'ancrer fermement l'Afrique sur la voie d'un développement industriel inclusif et durable. Cela nécessite la transformation des pays africains en lieux de production industrielle compétitive. Les conditions-cadres nécessaires à cette transformation industrielle comprennent le renforcement des éléments clés de la capacité de production industrielle tels que l'infrastructure, l'innovation et le transfert de technologie, le financement industriel, les connaissances et les compétences industrielles, et le soutien des institutions des secteurs public et privé qui réglementent et défendent la production industrielle et le développement.

## Déclaration de Lima

Vers un développement industriel inclusif et durable



Un retour en arrière est, ici, nécessaire pour bien comprendre le mécanisme de l'IDDA III. C'est la déclaration de Lima, au Pérou, adoptée par les États membres de l'ONUDI, en décembre 2013, qui a jeté les bases d'une nouvelle vision du développement industriel inclusif et durable (ISID) et qui a souligné le rôle de l'industrialisation en tant que moteur du développement. Cette déclaration est devenue la Résolution GC.15/Res.1.

*Déclaration de Lima*

: Vers un développement industriel inclusif et durable.

Le Développement Industriel Inclusif et Durable (ISID) est la principale source de génération de revenus, permet une augmentation rapide et soutenue du niveau de vie de tous et fournit les solutions technologiques à une industrialisation respectueuse de l'environnement. Le progrès technologique est à la base des efforts visant à atteindre les objectifs environnementaux, tels que l'augmentation de l'efficacité des ressources et de l'énergie. Sans technologie et innovation, l'industrialisation ne se produira pas, et sans industrialisation, le développement ne se produira pas.

« Inclusif », dans ce contexte, signifie que le développement industriel doit inclure tous les pays et tous les peuples, ainsi que le secteur privé, les organisations de la société civile, les institutions multinationales de développement et toutes les parties du système des Nations Unies, et offrir des opportunités égales et une répartition équitable des avantages de l'industrialisation à toutes les parties prenantes. Le terme « durable » répond à la nécessité de dissocier la prospérité générée par les activités industrielles de l'utilisation excessive des ressources naturelles et des impacts environnementaux négatifs.



L'ISID implique donc que personne ne soit laissé pour compte et que toutes les composantes de la société bénéficient du progrès industriel, qui fournit également les moyens de répondre aux besoins sociaux et humanitaires critiques.

Au cours des dernières années, la communauté internationale a fait un pas de géant dans la promotion de nouvelles approches pour accélérer les progrès et ouvrir la voie à un cadre de développement plus ambitieux, inclusif et universel au-delà de 2015. Bien que l'industrialisation n'ait pas été prise en compte dans le cadre des objectifs du Millénaire pour le développement, l'industrialisation inclusive et durable figure désormais en bonne place dans le programme de développement durable à l'horizon 2030.

Ainsi, parallèlement, l'ONUDI a lancé l'initiative « *IDDA III Champions* » afin de promouvoir la cause de l'ISID en Afrique. Les champions s'appuient sur leur leadership politique de haut niveau pour aider l'ONUDI, par le biais de fonctions de plaidoyer et de conseil. Ils promeuvent activement l'industrialisation et mobilisent un large soutien public aux niveaux national, régional, continental et mondial.

Les Champions s'appuient sur les médias (locaux, régionaux, continentaux et mondiaux) pour attirer et diriger l'attention des diverses parties prenantes (investisseurs, partenaires de développement, universités, fonctionnaires et société civile) sur les activités de l'IDDA III. Ils participent aux principales activités nationales, celles des communautés économiques régionales (CER), continentales et mondiales visant à mobiliser des ressources financières et diverses ressources non financières nécessaires pour soutenir l'industrialisation en Afrique.



